

Politique de sécurité : la leçon politique d'un rapport insipide : par gain de paix, le Conseil fédéral se laisse manipuler par le représentant de l'UDC

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2010)**

Heft 1867

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1009802>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Politique de sécurité: la leçon politique d'un rapport insipide

Par gain de paix, le Conseil fédéral se laisse manipuler par le représentant de l'UDC

Jean-Daniel Delley (21 avril 2010)

Le rapport du Conseil fédéral sur la politique de sécurité a provoqué le mécontentement de la gauche comme de la droite. Et les médias n'ont pas lésiné sur la munition pour le descendre en flammes.

Annoncé pour l'automne 2009, ce texte a par deux fois été renvoyé à son concepteur, le chef du département fédéral de la défense, réticent jusqu'au bout à tenir compte des consignes de ses collègues. Le résultat s'en ressent bien sûr. Cet exercice d'équilibre, visant à satisfaire le plus grand nombre, n'évite donc pas les incohérences. Si la Suisse doit rester autonome en matière de défense et proclame sa neutralité armée et permanente, elle n'écarte pas pour autant la coopération internationale. La participation aux opérations de maintien de la paix à l'étranger est confirmée, voire renforcée; mais l'accent est désormais mis sur la qualité plutôt que sur la quantité, sur l'engagement logistique et sanitaire plutôt que d'unités armées.

Au cours de la dernière décennie, la nature des menaces n'a pas fondamentalement changé, constate le Conseil fédéral pour justifier le maintien du cap stratégique de «*la sécurité par*

la coopération». Encore aurait-il fallu que cette stratégie soit effectivement mise en oeuvre. Or la Suisse n'a pas brillé par une réelle volonté de s'engager au plan international: refus de participer à l'opération anti-piraterie Atalante et refus de collaborer avec l'Agence européenne de défense, deux victoires des isolationnistes de l'UDC, avec la regrettable complicité de la gauche et des Verts, paralysés par un pacifisme éthéré; attentisme inadmissible dans la réduction des effectifs de l'armée décidée il y a deux ans déjà par le Conseil fédéral; progrès minime dans la collaboration entre la Confédération, les cantons et les communes dans les situations de crise, une nécessité reconnue il y a dix ans déjà dans le précédent rapport sur la sécurité.

Ueli Maurer porte une lourde responsabilité dans la passivité avec laquelle est traité le dossier de la sécurité. Sachant que le Conseil fédéral ne partage pas le rêve UDC d'une Suisse fière et solitaire, attendant de pied ferme l'ennemi, il temporise, freine toute initiative propre à adapter la politique de sécurité et son bras armé aux menaces réelles. Présentant aux médias le dernier rapport du Conseil

fédéral, Ueli Maurer a prétendu sans rire qu'il s'agissait d'un compromis typiquement helvétique. Sauf que le propre d'un compromis c'est de bénéficier d'un large soutien. Or l'UDC ne manifeste aucune disposition au compromis, en matière de sécurité comme dans tous les autres dossiers.

Ce parti ne vit que par opposition aux autres formations politiques et au gouvernement, selon lui traîtres à la cause de l'indépendance et de la prospérité helvétiques. Sa participation à l'exécutif n'a rien changé à cette position de principe; le bref passage au Conseil fédéral de son leader charismatique l'a clairement démontré. Ueli Maurer poursuit le même travail de sape. En mettant au pas le chef du département de la défense, ses collègues auraient pu éviter de présenter un rapport ni chèvre ni chou et de faire des concessions inutiles à un partenaire qui ne cherche que le conflit.

La leçon politique de ce rapport insipide? La participation de l'UDC au collège gouvernemental est inutile et néfaste. Les partis bourgeois le comprendront-ils un jour?